L’Arnaque à l’Energie Verte



Les bénéfices « verts » sont corrélés à la réduction des libertés

Par J.B. Shurk

Traduction du texte original : The Green Energy Profiteering Scam

[Illustration :
Les véhicules électriques sont-ils aussi puissants que leurs homologues à moteur thermique ? L’éolien et le solaire peuvent-ils vraiment fournir aux nations une énergie électrique fiable et sans coupures de courant ? Les plastiques, le mazout et la plupart des matériaux synthétiques qui équipent une maison peuvent-ils être fabriqués comme par magie sans pétrole ? Photo : une voiture électrique à une borne de recharge à Berlin, en Allemagne. (Photo de Carsten Koall/Getty Images)]

Sur les marchés libres, les marchandises achetées et vendues possèdent une valeur perçue. Lorsqu’un acheteur et un vendeur fixent ensemble le prix d’un produit, il se produit une « communion des esprits ». La valeur d’une matière première naturelle est proportionnelle à sa rareté. Plus elle est abondante et facile d’accès, moins elle a de valeur. Un marchand de cailloux ne peut pas gagner sa vie tant son produit est abondamment et librement réparti sur le sol. En revanche, l’or ou de l’argent, les diamants ou les rubis, « roches » difficiles à trouver, valent une petite fortune.

Il existe cependant, deux manières de transformer des cailloux en or ! Un vendeur peu scrupuleux peut les peindre en doré, prétendre que ces banals cailloux sont rares, et tromper un client sans méfiance. Par la fraude, le vendeur peut détourner la valeur perçue d’une marchandise et saper la « communion des esprits » entre lui-même et le client trompé. Ses pierres n’avaient rien de « précieux », mais elles lui ont procuré un profit mal acquis. Toutefois, au fil du temps, ce type de fraude ne dure pas. Des clients plus exigeants comprennent la ruse, et *l’information* atteint l’oreille de tous les acheteurs potentiels. Le vendeur peu scrupuleux aura intérêt alors à aller gruger les résidents d’une autre ville car les personnes déjà filoutées auront à cœur de mettre fin à son gagne-pain, voire

pire encore. Frauder fait encourir de graves risques personnels.

Une autre technique de valorisation des cailloux, beaucoup plus sure, existe. Le vendeur peut aller trouver le roi et lui demander un droit exclusif de stockage et de commercialisation des cailloux. Si par extraordinaire, une telle licence lui était accordée – à savoir que de banals cailloux ne pourraient être possédés que s'ils portent la marque du vendeur – alors une ressource naturelle abondante deviendrait rare du jour au lendemain. Un bien gratuit deviendrait un bien réglementé et son prix serait fixé par le vendeur et la chancellerie du royaume. Certes, certaines personnalités jouissant d'un statut spécial ou d'une proximité officielle avec le roi profiteraient toujours de cailloux à prix zéro. Mais pour tous les autres, une mécanique classique de l'offre et de la demande serait imposée. Même si le prix officiel d'un caillou restait bas, sa valeur sur les marchés secondaires sera entièrement déterminée par la rareté des pierres estampillées par les vendeurs.

Quelle peut être la valeur de minéraux que l'on est obligé d'acheter sous licence ? Lorsqu'un roi et un vendeur conspirent pour ne mettre sur le marché qu'une petite fraction des roches disponibles, leur « indisponibilité » artificielle les rend extrêmement précieuses. Cette rareté légalement organisée génère peu de risques personnels. Le monopole sur les produits à forte demande se transforme en autorisation pour imprimer de l'argent.

À ce stade du raisonnement, il est facile de comprendre pourquoi tant d'investisseurs aiment l'intervention gouvernementale sur les marchés de l'énergie.

Les gouvernements ont le pouvoir de créer une valeur artificielle en votant des lois qui bloquent l'accès au marché de toute personne qui ne financerait pas d'abord un privilège. L'un de ces schémas consiste à cibler une matière première essentielle à toute production industrielle et commerciale – l'énergie – et à la réglementer de bout en bout. Lorsque des sources abondantes d'hydrocarbures sont fortement réglementées, les actifs à base d'hydrocarbures approuvés par le gouvernement prennent de la valeur. Lorsque les gouvernements limitent le forage et l'extraction des hydrocarbures, ils fabriquent de la rareté. Lorsque les gouvernements limitent l'utilisation du pétrole, du charbon et du gaz naturel, la large utilité industrielle de ces énergies leur assure une demande de plus en plus élevée. Lorsque les entreprises sont contraintes de limiter leur « empreinte carbone » ou d'acheter des « crédits carbone » (des cailloux ordinaires) auprès de fournisseurs « verts » agréés, les copains du gouvernement engrangent des bénéfices (et le trésor public aussi).

Certains particuliers et entreprises fortunés peuvent continuer de prospérer en dépit d'un prix artificiellement élevé des hydrocarbures, mais les jeunes pousses et les petites entreprises seront éjectées du marché. Ceux qui sont postés au sommet de la pyramide des richesses pourront y demeurer parce que les ressources énergétiques bon marché qu'ils ont utilisées pour amasser des fortunes sont désormais refusées à leurs compétiteurs.

Une guerre contre les « combustibles fossiles » est une superbe tactique pour protéger une part de marché. Cette cause idéologique profite également aux recettes publiques, ainsi qu'aux finances des « associations à but non lucratif » spécialisées dans la défense de l'environnement et autres intérêts spéciaux qui se nourrissent aux auges du gouvernement en échange de la promotion du jeu « vert ».

Les voitures électriques sont-elles aussi puissantes que leurs homologues à moteur thermique ? L'éolien et le solaire peuvent-ils vraiment fournir aux nations des réseaux électriques fiables et sans coupures de courant ? Les plastiques, le mazout et la plupart des matériaux synthétiques qui équipent une maison peuvent-ils être fabriqués comme par magie sans pétrole ?

La population mondiale pourra-t-elle éviter la famine et les privations si les agriculteurs sont contraints de revoir leurs méthodes de production végétale et animale afin de se conformer à des lois « vertes » qui limitent l'utilisation ou la libération de dioxyde de carbone, de méthane, d'azote et de phosphate – toutes molécules et [tous] composés essentiels à l'agriculture de base et aux engrais à haut rendement ?

Les auteurs de ces initiatives « vertes » finiront par ressembler trait pour trait à ces escrocs qui peignent des cailloux en doré – ou en vert brillant – et les vendent en les faisant passer pour des minéraux très rares.

N'est-ce pas là le rôle des normes qui composent la Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) imposées aux marchés ? La RSE n'est-elle pas un effort concerté pour plier les marchés commerciaux à des objectifs extrêmement politiques ? Ne s'agit-il pas de récompenser des entreprises et des investissements qui se plient à des croyances idéologiques au détriment de celles qui cherchent surtout à générer des bénéfices ?

Lorsque les conseils d'administration et les investisseurs survalorisent certaines actions et certains actifs, simplement parce qu'ils sont peints en « vert » brillant, alors ils faussent le fonctionnement des marchés libres. La surévaluation par la RSE transforme des fantasmes erronés, mais « politiquement corrects » en or. Les marchés qui tendent vers une « rencontre des esprits » objective et transparente subissent un détournement idéologique. Il y a une fraude tacite, mais indubitable.

Même des adversaires aussi irréductibles que la Russie et les États-Unis se sont mis d'accord pour limiter l'usage des hydrocarbures et « passer au vert ». Jusque-là, l'idée que quelqu'un puisse tirer profit du vent ou du soleil aurait semblé aussi absurde qu'un commerce de cailloux librement disponibles. D'un autre côté, faire fortune avec de l'eau en bouteille aussi semblait absurde.

L'environnementalisme imposé par le gouvernement a créé une classe de milliardaires « verts ». Partout et chaque fois que les gouvernements ont exigé que les citoyens achètent certains biens ou subissent les conséquences juridiques de leurs choix, les producteurs de ces biens ont connu des

réussites scandaleuses.

Qui ignorait auparavant l'existence de ce minable capitalisme de connivence a sans doute compris une chose ou deux en voyant comment les commandes mondiales de vaccins ont accru les bénéfices de l'industrie pharmaceutique, tandis que les clauses d'indemnisation accordées par le gouvernement exonéraient ces mêmes fabricants de vaccins de toute indemnisation des patients victimes d'effets secondaires imprévus

Quand les gouvernements subventionnent des secteurs industriels entiers, forcent le consommateur à acheter les produits de ces industries et protègent ces industries des conséquences juridiques des dommages causés par leurs produits, font affluer l'argent dans les poches des actionnaires.

Lorsque les rois ordonnent de remplacer les moteurs à essence par des batteries au lithium, les fabricants de véhicules électriques sont en position d'imprimer de l'argent. Tout comme un fournisseur de cailloux qui se place sous protection royale. Ceux qui ont pris le train « vert » en marche et ont investi tôt dans des technologies qui sont présentées comme allant remplacer inéluctablement les machines traditionnelles fonctionnant aux hydrocarbures ont engrangé d'immenses fortunes. La principale force motrice de la révolution « verte » n'a pas été une préoccupation environnementale, mais cette bonne vieille cupidité.

La mutation « verte » s'est donc avérée très lucrative, mais ce gain peut-il durer ? C'est là où la réglementation des hydrocarbures et les contraintes liées au crédit carbone confinent au magique. Si les fournisseurs « verts » préférés du gouvernement exigent de s'enrichir davantage, il suffit aux politiciens d'augmenter la douleur énergétique des autres. Moins les entreprises et les citoyens seront « autorisés » à consommer des énergies fossiles, plus ils seront prêts à payer pour obtenir des « crédits ». Par le biais de mandats d'autogestion, les gouvernements créent des actifs « verts » qui s'apprécient artificiellement. Le ciel est la limite !

À terme, n'aboutit-on pas à la confiscation totale de la richesse et des fruits du travail de chacun ? Si les gens ordinaires ne peuvent pas renoncer à leur consommation d'hydrocarbures aussi facilement que les agents de l'État l'exigent, alors ils devront alors se passer d'automobiles, de technologies modernes, de confort ordinaire, de climatisation et même de chauffage.

Aucun coût personnel, n'est semble-t-il trop élevé pour répondre aux exigences du Nouvel Ordre Mondial Vert (et faire en sorte que les producteurs de « vert » et leurs amis du gouvernement fassent affaire ensemble). Les profits « verts » ne peuvent augmenter que si les libertés sont revues à la baisse.

Tout ceci ne colle-t-il pas remarquablement à une autre philosophie politique fondée sur l'abolition de la propriété privée ? Qu'est-ce que ce vieil adage un peu apocryphe attribué à Vladimir Lénine ? « Les capitalistes nous vendront la corde avec laquelle nous les pendrons ». Aujourd'hui, les

capitalistes « verts » s’enrichissent en raréfiant la nourriture et le carburant, applaudis par les pères-la-vertu « verts » qui se congratulent de cette suppression de la concurrence, tandis que les citoyens occidentaux de plus en plus appauvris plongent dans le dénuement.

Une chose est sûre : quelle que soit la « sagesse » politiquement correcte qui prévaut en Occident et la « folie des foules » écologistes, si la base d’hydrocarbures de l’économie mondiale devait être échangée contre des cailloux « verts » sans valeur, ni les capitalistes riches ni les citoyens pauvres ne survivraient très longtemps.

JB Shurk écrit sur la politique et la société.